



Que peuvent espérer les courses des élections présidentielles ?



par *Hubert Tassin – Président des P.P.*

Les primaires de la droite et du centre arrivent bientôt à leur terme. Celles du Parti Socialiste vont mobiliser ensuite l'attention médiatique. Viendront le tour des élections présidentielle puis législatives. Cette période politique est riche en débats et projets, sans doute aussi en promesses... dont on sait qu'elles engagent plus ceux qui y croient que ceux qui les ont formulées.

Les courses françaises fonctionnent dans un cadre réglementaire, juridique et fiscal qui fixe les questions économiques. La période électorale est donc importante car, directement ou indirectement, les programmes et les intentions des candidats engagent aussi l'avenir des filières hippiques. Avec leurs lots de risques, d'opportunités ou d'espoirs...

Un mauvais timing

Le timing ne simplifie pas les choses. La trajectoire financière de France Galop prévoit de consommer la totalité des disponibilités d'ici à 2019 compte tenu de l'investissement « Longchamp ». Le nécessaire plan d'économies de France Galop est encore à définir et, en tout état de cause, ne sera pas à effet immédiat. Un volet « développement » qui reste à imaginer ne peut porter de fruits à très court terme.

Vendredi 4 novembre 2016 – N° 144

Il y a donc urgence, faute de se résoudre à plonger les filières du Galop dans une spirale de récession.

Le moins qu'on puisse constater est que, depuis cinq ans, les courses n'ont pas été entendues par le gouvernement. Les ministres de tutelle nous ont plusieurs fois assuré de leur haute bienveillance, par exemple à travers une longue interview dans Paris Turf, pavée de bonnes intentions. Mais pas de bol d'air, pas de discussion sur l'équilibre du marché des jeux, pour tout dire pas de vision stratégique.

Au contraire, un certain nombre de mesures comme la séparation des masses ou la limitation de l'usage de l'argent liquide sont venues pénaliser gravement les paris hippiques, alors que les disparités de concurrence avec la Française des Jeux étaient aggravées. Seule mesure considérée comme positive par certains, concédée comme une faveur par les ministres: l'autorisation donnée à France Galop d'engager au moins 130 millions d'euros (et d'emprunter pour y arriver) pour reconstruire des tribunes à Longchamp avec en contrepartie la fermeture d'un hippodrome parisien de galop. Enghien et le monde de l'obstacle en feront les frais.

Ce n'est pas un pouvoir finissant qui va inverser sa vision. Des contacts ont été pris avec des membres des écuries présidentielles pour le scrutin de mai prochain. C'est totalement insuffisant: comment imaginer que le dossier « Courses et Jeux » sera une priorité pour un gouvernement et un Parlement renouvelés? En l'état des choses, l'Institution des courses pourra-t-elle influencer sur la Loi de Finances rectificative 2017 ou sur la loi de finance 2018? Pourtant, c'est tout l'équilibre fiscal de la politique des jeux qu'il faut redéfinir.

Le Grain de Sel du vendredi

29, rue Claude Terrasse 75016 Paris • Tél. 01 46 21 80 82 • Fax 01 46 21 80 85
associationpp@yahoo.fr • www.lespp.fr



La TVA

Le rapport récemment publié par Madame Loisier, Présidente du Groupe Cheval au Sénat, a eu à juste titre une audience positive sur le front de la TVA qui pénalise nombre de propriétaires et notamment de petits propriétaires. Il faut à la fois espérer que l'activisme des présidents des différentes familles du Cheval enfin réunies pourra faire bouger les lignes, et ne pas se faire d'illusions. La probabilité d'une gestion nationale de l'application sectorielle des différents taux de TVA est loin d'être élevée.

En revanche il y a une véritable urgence face à une menace que personne n'évoque, mais qui est réelle. Certains candidats – notamment à droite - évoquent directement ou à mots couverts une hausse de la TVA dès l'été prochain. Obtenir dans le même temps une baisse pour certains secteurs – en l'espèce celui des chevaux – ne sera pas facile ! En revanche, mettre en place une procédure de récupération de la TVA pour tous les propriétaires, ce qui est le cas en Grande-Bretagne, serait une solution à la fois respectueuse des formes et réparerait une attaque subie par les filières depuis trois ans.

L'indispensable renouveau stratégique

Cette affaire de TVA devra s'intégrer dans une stratégie très large de redéfinition du modèle et de reconquête. La démarche a été annoncée par Edouard de Rothschild avant son élection à la présidence de France Galop : bâtir un plan d'actions et de restructuration de l'Institution avant d'aller voir l'Etat. On a vu, dans un passé récent, que les responsables de ce dernier restent sourds si on se contente – comme tant d'autres acteurs économiques en difficulté – de venir pour leur présenter un cahier de doléances et pour se plaindre. C'est avec une proposition stratégique globale qu'il faut aller voir les ministres et, plus encore, les candidats. Le

développement de l'activité hippique doit prévoir et même définir un retour sur les investissements que l'État devra réaliser via la gestion pluriannuelle de ses profits tirés du secteur.

Ce plan, c'est aujourd'hui qu'il doit être construit. On a pris du retard, en particulier sur la réforme, sur la refonte des structures, mais aussi sur le dispositif de productivité qui n'est pas vraiment engagé. Le préalable est une alliance sans faille entre le Trot et le Galop à l'écart de postures et de déclarations dans la presse qui attisent inutilement les divisions.

A la fin du printemps 2017, les sociétés-mères, responsables des filières, auront des interlocuteurs politiques nouveaux. Seront-ils mieux ou moins bien disposés à notre égard ? Faute d'une stratégie novatrice, de propositions concrètes, d'engagements précis, la reprise d'un travail de fond de lobbying abandonné depuis quelques années serait vaine. Les ministres et les députés auront pour eux le recul du début des mandats et, ainsi, la possibilité, de construire pour le moyen et le long terme. La redéfinition de la politique des jeux et paris en France nécessitera cette vision.

L'heure ne sera pas alors aux incantations, aux communiqués de presse pavés de bonnes intentions mais au concret. Pour proposer et négocier ce pacte d'avenir et de responsabilité indispensable, il faut se mettre au travail sans tarder, de façon à engager un dialogue avec les candidats en amont des élections du printemps. Un accord gagnant-gagnant doit se bâtir aujourd'hui... à condition que le Trot et le Galop s'y attellent ensemble et sans arrière-pensées. Il y a urgence !

Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à associationpp@yahoo.fr